

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 20 novembre 2024

Objet n° 16 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Frederic Nimal, Bourgmestre ff-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Echevin; Mmes Adelheid Byttebier, Sihame Haddioui, Echevine; MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, MM. Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, MM. Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, MM. Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Yuri De Belder, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mme Marie Gervais, MM. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Mohamed Echouel, Michel De Herde, Echevin; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; Mmes Claire Geraets, Emel Dogancan kotaoglu, MM. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Mme Ange-Raissa Uzaniga, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Sihame Haddioui, Echevine; Mme Lorraine De Fierlant, Conseiller communal.

#Objet : Règlement-redevance sur les marchés, brocantes, foires, braderies et autres activités ambulantes – Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL
Décidé, par 17 voix contre 0 et 19 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu la Constitution et notamment les articles 41, 162 et 173 ;
Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment les articles 117, 137bis et 252 ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ;
Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes ;
Vu le règlement communal relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics adopté par le Conseil Communal en séance du 28 avril 2021 ;
Vu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 16 décembre 2020 votant le règlement-redevance sur les marchés, brocantes, foires, braderies et autres activités ambulantes pour un terme expirant le 31 décembre 2024 ;
Vu la situation financière de la commune ;
Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;
Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;
Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant annuellement les taux ;
Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;
Considérant que les charges financières inhérentes à ces activités - notamment celles liées à la gestion administrative, au contrôle de l'application des lois et règlements et au nettoyage des aires de marchés représentent un débours important pour l'autorité communale ;
Considérant que les charges financières inhérentes à ces activités, notamment celles liées à la gestion administrative, au contrôle de l'application des lois et règlements, au nettoyage des aires de marchés et au coût des infrastructures électriques mises à la disposition des commerçants, représentent un débours important pour l'autorité communale ;
Considérant qu'il s'impose de faire participer les demandeurs de ce service aux charges générées ;
Considérant le fait de promouvoir le paiement anticipatif lors d'une brocante, il convient d'appliquer un tarif avantageux ;
Considérant l'objectif de faire participer le riverain à la vie sociale et culturelle, il est nécessaire de lui offrir un tarif attractif lors d'une brocante ;
Considérant que les montants des redevances sont proportionnels au coût du service rendu ;
Considérant que le site internet de la commune de Schaerbeek veut être un outil d'information et de communication des services proposés par la commune à destination de toute personne intéressée, à titre privé ou professionnel, un Espace Personnel a été mis en place par le biais duquel le citoyen pourra effectuer un maximum de démarches en ligne.

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 novembre 2024 et le dossier administratif ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Tout commerçant ambulant autorisé à occuper un emplacement sur un marché public se verra réclamer, au 1^{er} janvier 2025, une redevance de :

1	par mètre courant et par trimestre, lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant abonné à un marché hebdomadaire. Cette redevance fait l'objet d'une facturation trimestrielle anticipative et doit être payée au plus tard un mois avant l'entame du trimestre concerné.	71,88 €
---	--	---------

2	par mètre courant et par jour de fréquentation de marché, lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant participant occasionnellement à un marché hebdomadaire ou journalier	5,99 €
3	par mètre courant, lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant autorisé à occuper un emplacement à l'occasion d'un marché annuel	7,94 €

Le commerçant ambulant faisant usage des infrastructures communales relatives à l'électricité se verra réclamer, au 1^{er} janvier 2025, une redevance forfaitaire de :

4	par trimestre et par marché pour les petits consommateurs (éclairage, balance,...), lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant abonné à un marché hebdomadaire et par paiement anticipatif au moment de la facturation trimestrielle	27,22 €
5	par trimestre et par marché pour les gros consommateurs (comptoir frigorifique, réfrigérateur, rôtissoire,...), lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant abonné à un marché hebdomadaire et par paiement anticipatif au moment de la facturation trimestrielle	54,43 €
6	par jour et par marché pour les petits consommateurs (éclairage, balance,...), lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant participant occasionnellement à un marché hebdomadaire ou journalier ou annuel	2,27 €
7	par jour et par marché pour les gros consommateurs (comptoir frigorifique, réfrigérateur, rôtissoire,...), lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant participant occasionnellement à un marché hebdomadaire ou journalier ou annuel	4,54 €

Les redevances reprises aux points 2, 3, 6 et 7 sont acquittées par paiement électronique, à l'attribution de l'emplacement.

Article 2

Tout particulier participant à une brocante, c'est-à-dire à une vente occasionnelle de biens faisant partie de son patrimoine, se verra réclamer au 1^{er} janvier 2025, pour un emplacement standard d'une dimension approximative de trois mètres sur deux, une redevance de :

8	par jour lorsque la redevance est acquittée en avance	12,32 €
9	par jour lorsque la redevance est acquittée le jour de la brocante	15,41 €
10	par jour lorsqu'il s'agit d'un participant riverain	5,14 €

Article 3

Tout commerçant ambulant souhaitant exercer son activité sur le territoire de la commune en dehors de l'aire et des périodes de marchés régulièrement organisés par l'administration, se verra réclamer une redevance au 1^{er} janvier 2025, de :

a) s'il utilise un véhicule automobile ou une remorque aménagée en étal de ventes pouvant être tractée par un tel véhicule:

11	par jour	32,88 €
12	par semaine	124,16 €
13	par mois	414,55 €
14	par an	1.659,56 €
15	en tout état de cause, un montant minimal sera perçu afin de couvrir les frais administratifs	82,78 €

b) s'il utilise tout autre moyen de transport, ou s'il se déplace à pied, :

Les tarifs 11 à 14 seront diminués de moitié, étant entendu que la redevance minimale reste conservée.

Article 4

Lors des foires, il est perçu à charge des forains une redevance pour l'occupation du domaine public. Le montant de la redevance est fixé, au 1^{er} janvier 2025, à :

16	par mètre courant d'occupation au sol pour toute la durée de la manifestation <u>lors de la foire du quartier</u>	43,54 €
17	par mètre courant d'occupation au sol pour toute la durée de la manifestation <u>lors de la foire annuelle</u>	85,61 €

Tout industriel forain autorisé à exploiter son métier sur la voie publique en dehors des dates de foire fixées par le Collège des Bourgmestre et Echevins sera soumis à une redevance fixée à :

18	par jour	49,44 €
19	par semaine	165,78 €
20	par mois	497,55 €
21	par an	1.991,68 €
22	en tout état de cause, un montant minimal sera perçu afin de couvrir les frais administratifs	82,78 €

A moins qu'un autre règlement ou une convention n'en dispose autrement, les frais éventuels de raccordement et de consommation d'eau, de gaz et/ou d'électricité seront directement mis à la charge des forains qui prendront également en charge les formalités nécessaires aux raccordements.

Article 5

Les redevances seront adaptés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ils seront adaptés le 1^{er} janvier de chaque année à l'indice du mois d'octobre de l'année précédente selon la formule $(R \times i)/I$ où :

- R = taux établi ci-dessus
- i = indice du mois d'octobre de l'année précédente = octobre 2025 lors de la première adaptation, en janvier 2026
- I = indice du mois d'octobre 2024 (base 2013= 100)

Article 6

Tout commerçant ambulant en dehors des marchés ou forain ne sera autorisé à exercer son activité sur le territoire de la commune qu'après avoir obtenu une autorisation écrite délivrée par les autorités compétentes et après avoir acquittée la redevance prévue auprès du service de la Recette communale.

Article 7

Les redevances sont acquittées soit par virement sur les comptes communaux communiqués, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, ou par paiement électronique. La communication structurée doit être impérativement mentionnée lors du paiement.

RECOUVREMENT AMIABLE

Article 8

A l'exception des redevances perçues immédiatement et sans préjudice de leurs dispositions particulières, les redevances visées par les articles 1, 3 et 4 sont payables dans les 10 jours calendrier à partir de la date d'envoi.

Article 9

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un premier rappel gratuit est adressé au redevable qui dispose d'un délai de 5 jours calendrier à partir de la date d'envoi pour effectuer le paiement.

Article 10

A défaut de paiement à l'échéance du rappel, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais postaux sont à sa charge. Le redevable dispose d'un délai de 5 jours calendrier à partir de la date d'envoi pour effectuer le paiement.

RECOUVREMENT FORCÉ

Article 11

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale visée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Conformément aux dispositions de l'article 1024 du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte non-fiscale ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Article 12

Sans préjudice des dispositions règlementaires en matière de recouvrement (amiable ou forcé) prescrites par le présent règlement, en cas de non-paiement de la redevance dans les délais requis, le redevable s'expose aux mesures de suspension ou de retrait d'abonnement reprises dans le règlement relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics

RÉCLAMATION EN PHASE AMIABLE

Article 13

Une réclamation peut être introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la facture ou de la date mentionnée sur la preuve de paiement en cas de perception immédiate.

Elle doit être introduite par courrier postal recommandé à adresser au Service Contentieux Administratif, Place Colignon 100 à 1030 Schaerbeek.

La réclamation doit être, en outre, sous peine de nullité, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner:

- les noms, qualité, adresse ou siège social du redevable à charge duquel la redevance est établie;
- les références de la redevance;
- l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

A l'échéance du délai de réclamation la redevance est considérée comme définitive et certaine.

Article 14

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.

En cas de rejet de la réclamation, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine après le délai de 3 jours à compter à partir de la date d'envoi de la décision.

Article 15

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

RECOURS CONTRE LA PROCÉDURE DE RECOUVREMENT FORCÉ PAR CONTRAINTE NON-FISCALE

Article 16

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus à l'article 137bis de la Nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Article 17

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la redevance ;

- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : candidature/attribution sur le marché public;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 18

Le présent règlement remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxe adopté par le Conseil communal en séance du 16 décembre 2020.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 20 novembre 2024.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



Le Bourgmestre ff-Président,



Frederic NIMAL

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 20 november 2024

Voorwerp nr 16 van de agenda

AANWEZIG: H. Frederic Nimal, wvd Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Schepenen; Mevr. Adelheid Byttebier, Sihame Haddioui, Schepenen; HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, HH. Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, HH. Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Yuri De Belder, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mevr. Marie Gervais, HH. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Mohamed Echouel, Michel De Herde, Schepenen; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; Mevr. Claire Geraets, Emel Dogancan kotaoglu, HH. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Mevr. Ange-Raissa Uzaniga, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Sihame Haddioui, Schepen; Mevr. Lorraine De Fierlant, Gemeenteraadslid.

**#Voorwerp : Retributiereglement op markten, rommelmarkten, kermissen, braderijen en andere ambulante activiteiten –
Hernieuwing en wijziging #**

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 17 stem(men) tegen 0 en 19 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder de artikelen 41, 162 en 173;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 117, 137bis en 252;

Gelet de Wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten;

Gelet het gemeentereglement voor de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten op de openbare markten aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 28 april 2021;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 16 december 2020 tot goedkeuring van het retributiereglement op markten, rommelmarkten, kermissen, braderijen en andere ambulante activiteiten voor een termijn vervallend op 31 december 2024;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar

verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;

Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven jaarlijks te indexeren;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de financiële lasten die inherent zijn aan deze activiteiten - waaronder die met betrekking tot het administratieve beheer, de controle op de toepassing van wet- en regelgeving en het reinigen van marktplaatsen vertegenwoordigen een aanzienlijke kost voor de gemeente;

Overwegende dat hiervoor de Schaarbeekse retributies min of meer gelijklopend hoeven te zijn met deze van toepassing in de andere gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met hetzelfde socio-economisch profiel; dat het aangewezen is dat het verschil bij de plaatsrechten op de wekelijkse markt geleidelijk aan wordt gereduceerd en hierbij wordt tegemoetgekomen aan het verzoek van de marktkramers;

Overwegende dat de financiële lasten die inherent zijn aan deze activiteiten, meer bepaald degene die verband houden met het administratieve beheer, de controle van de toepassing van de wetten en reglementen, het schoonmaken van marktgebieden en de kosten van de elektrische infrastructuur die aan de handelaars terbeschikking gesteld wordt, een grote uitgave vormen voor de gemeentelijke overheid;

Overwegende dat het zich opdringt de afnemers ofte gebruikers van diensten te laten delen in de veroorzaakte lasten;

Overwegende dat de voorgaande reglementen bepaalden dat de eventuele elektriciteitskosten rechtstreeks ten laste worden gelegd van de leiders of foorkramers, maar dit in de praktijk moeilijk te verwezenlijken is op de markten, is het vanzelfsprekend dat via een forfaitaire retributie naargelang de categorie van gebruiker, deze aanzienlijke kost voor de gemeente wordt teruggevorderd;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de vragers naar een dienst te betrekken tot de gegenereerde lasten;

Overwegende het feit om ter gelegenheid van een rommelmarkt, het op voorhand te betalen te bevorderen, is het passend om een voordeliger tarief toe te passen;

Overwegende de doelstelling om de buurtbewoner te betrekken bij het sociale en culturele leven, is het nodig om hen aantrekkelijke tarieven ter gelegenheid van een rommelmarkt aan te bieden;

Overwegende dat de bedragen van de retributies in verhouding zijn tot de kosten van de geleverde dienst;

Overwegende de website van de gemeente Schaarbeek die bedoeld is als informatie- en communicatiemiddel voor alle personen die persoonlijk of beroepsmatig belangstelling hebben voor de gemeentelijke diensten die worden aangeboden, daarom een Persoonlijke

Ruimte heeft waarmee de burger een maximaal aantal formaliteiten online kan uitvoeren;
Gelet bovendien, op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2024 en het administratief dossier;
Op het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,
B E S L U I T :

Artikel 1

Iedere ambulante handelaar die de toelating heeft om een plaats te bezetten op een openbare markt zal op 1 januari 2025 worden onderworpen aan een retributie vastgesteld op:

1	per strekkende meter en per kwartaal wanneer het een ambulante handelaar is die houder is van een abonnement op een wekelijkse markt. Deze retributie wordt elk kwartaal vooraf gefactureerd en moet uiterlijk één maand voor het begin van het betrokken kwartaal worden betaald	71,88 €
2	per strekkende meter en per dag marktbezoek, wanneer het een ambulante handelaar is die bij gelegenheid aan een wekelijkse of dagelijkse markt deelneemt	5,99 €
3	per strekkende meter wanneer het een ambulante handelaar is die de toelating heeft om een plaats te bezetten ter gelegenheid van een jaarlijkse markt	7,94 €

De ambulante handelaar die gebruik maakt van de gemeentelijke infrastructuur betreffende de elektriciteit zal op 1 januari 2025 onderworpen worden aan een forfaitaire retributie van:

4	per kwartaal en per markt voor de kleine verbruikers (verlichting, weegschaal, ...), wanneer het een ambulante handelaar is die houder is van een abonnement op een wekelijkse markt en op voorhand betaald op het moment van de kwartaalfacturatie	27,22 €
5	per kwartaal en per markt voor de grote verbruikers (koeltoonbank, koelkast, elektrische grill,...), wanneer het een ambulante handelaar is die houder is van een abonnement op een wekelijkse markt en op voorhand betaald op het moment van de kwartaalfacturatie	54,43 €
6	per dag en per markt voor de kleine verbruikers (verlichting, weegschaal,...), wanneer het een ambulante handelaar is die bij gelegenheid aan een wekelijkse of dagelijkse of jaarmarkt deelneemt	2,27 €
7	per dag en per markt voor de grote verbruikers (koeltoonbank, koelkast, elektrische grill,...), wanneer het een ambulante handelaar is die bij gelegenheid aan een wekelijkse of dagelijkse of jaarmarkt deelneemt	4,54 €

De retributies vermeld in punten 2, 3, 6 en 7 zijn te voldoen per elektronische betaling, op moment van toewijzing van de standplaats.

Artikel 2

Iedere particulier welke aan een rommelmarkt deelneemt, d.w.z een gelegenheidsverkoop van goederen welke deel uitmaken van zijn patrimonium, zal op 1 januari 2025 voor een standaardplaats van een benaderende oppervlakte van drie meter op twee, een retributie worden gevraagd, vastgesteld op:

8	per dag wanneer de retributie op voorhand werd vereffend	12,32 €
9	per dag wanneer de retributie op de dag van de rommelmarkt wordt vereffend	15,41 €
10	per dag wanneer de deelnemer een plaatselijke bewoner is	5,14 €

Artikel 3

Iedere ambulante handelaar die verlangt zijn activiteit op het grondgebied van de gemeente uit te oefenen buiten de zone en de periodes van de regelmatig door de administratie ingerichte markten, zal op 1 januari 2025 een retributie worden gevraagd van:

a) wanneer hij gebruik maakt van een autovoertuig of een aanhangwagen welke is ingericht als uitstalkraam welke door zo een voertuig kan worden getrokken

11	per dag	32,88 €
12	per week	124,16 €
13	per maand	414,55 €
14	per jaar	1.659,56 €
15	in ieder geval zal een minimaal bedrag van worden geïnd om de administratieve kosten te dekken	82,78 €

b) wanneer een andere vervoermiddel wordt gebruikt, of wanneer hij zich te voet verplaatst:

De tarieven 11 tot 14 worden met de helft verminderd, in acht genomen dat de minimale vergoeding behouden blijft

Artikel 4

Ter gelegenheid van kermissen wordt er, ten laste van de foorreizigers, een retributie gevorderd voor de bezetting van het openbaar domein.

Het bedrag van de retributie wordt vastgesteld op 1 januari 2025, op:

16	per strekkende meter grondinneming, voor de hele duur van de manifestatie, tijdens de wijkkermis	43,54 €
17	per strekkende meter grondinneming, voor de hele duur van de manifestatie, tijdens de jaarlijkse kermis	85,61 €

Iedere foorkramer welke de toelating heeft zijn ambacht uit te baten op de openbare weg buiten de data van de kermissen vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen, zal onderworpen worden aan de betaling van een vergoeding vastgesteld op:

18	per dag	49,44 €
19	per week	165,78 €
20	per maand	497,55 €
21	per jaar	1.991,68 €
22	in ieder geval zal een minimaal bedrag van worden geïnd om de administratieve kosten te dekken	82,78 €

Tenzij een ander reglement of overeenkomst het anders bepaalt, zullen de eventuele aansluitingskosten en het waterverbruik rechtstreeks ten laste worden gelegd van de foorkramers die tevens de nodige formaliteiten tot aansluiting ten laste nemen.

Artikel 5

De retributies worden jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen. Zij worden op 1 januari van ieder jaar aangepast aan de index van de maand oktober van het voorgaande jaar volgens de formule $(R \times i)/I$ waarbij:

- R = tarief zoals hierboven vastgesteld
- i = de index van de maand oktober van het voorgaande jaar = oktober 2025 bij de eerste aanpassing, in januari 2026
- I = index van de maand oktober 2024 (basis 2013 = 100)

Artikel 6

Iedere ambulante handelaar buiten de wekelijkse markten of foorkramer zal slechts toegelaten worden zijn beroepsactiviteit op het grondgebied van de gemeente uit te oefenen na de schriftelijke toelating te hebben bekomen van de bevoegde instanties en de voorziene retributie te hebben voldaan aan de Gemeentekas.

Artikel 7

De retributies zijn betaalbaar hetzij per overschrijving op de gecommuniceerde rekeningnummers van de gemeente, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur, of elektronisch. De gestructureerde mededeling moet absoluut worden vermeld bij de betaling.

MINNELIJKE INVORDERING

Artikel 8

Met uitzondering van de onmiddellijk geïnde retributies en onverminderd hun specifieke bepalingen, zijn de in de artikelen 1, 3 en 4 bedoelde retributies verschuldigd binnen 10 kalenderdagen na de datum van verzending.

Artikel 9

Indien de factuur niet volledig binnen de gestelde termijn wordt betaald, wordt een eerste aanmaning gratis naar de schuldenaar gestuurd, die vanaf de datum van verzending een termijn van 5 kalenderdagen heeft om de betaling te verrichten.

Artikel 10

Indien de betaling niet op de vervaldag van de aanmaning is verricht, wordt de aanmaning per aangetekende brief naar de schuldenaar gestuurd, waarvan de portkosten voor rekening van de schuldenaar zijn. De schuldenaar heeft een termijn van 5 kalenderdagen vanaf de datum van verzending om de betaling uit te voeren.

GEDWONGEN INVORDERING

Artikel 11

In geval van niet-betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en op voorwaarde dat er geen bezwaar hangende is, wordt de procedure ingeleid door een deurwaarder op verzoek van de Gemeenteontvanger op basis van een niet-fiscaal dwangbevel waarnaar wordt verwezen en die uitvoerbaar werd gemaakt door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 1024 van het Gerechtelijk Wetboek zijn de kosten van deze procedure volledig ten laste van de schuldenaar.

Indien er geen niet-fiscale schuldvordering kan worden afgeleverd, wordt de schuldenaar voor de rechter gedaagd in de vormen en binnen de termijnen die in het burgerlijk en gerechtelijk wetboek zijn vastgesteld.

Artikel 12

Onverminderd de door deze verordening voorgeschreven wettelijke bepalingen inzake invordering (in der minne of gedwongen), is de aansprakelijke persoon in geval van niet-betaling van de retributie binnen de vereiste termijnen aansprakelijk voor de maatregelen tot opschorting of intrekking van het abonnement die zijn vastgesteld in het reglement betreffende de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten op de openbare markten.

BEZWAAR IN MINNELIJKE FASE

Artikel 13

Een bezwaar kan worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Dit bezwaar moet, om geldig te zijn, worden ingediend binnen de drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de factuur of vanaf de datum vermeld op het betalingsbewijs in geval van onmiddellijke invordering.

Het moet ingediend worden per aangetekende brief aan de Dienst Bestuursgeschillen, Colignonplein 100, 1030 Schaarbeek.

Het bezwaar moet ook, op straffe van nietigheid, gedateerd en ondertekend worden door de eiser of zijn vertegenwoordiger en de vermeldingen bevatten:

- de naam, de hoedanigheid, het adres of de maatschappelijke zetel van de persoon die de retributie moet betalen;
- de referenties van de retributie;
- het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen ter rechtvaardiging van het verzoek om verbetering of annulering van de retributie.

Na het verstrijken van de termijn voor het indienen van een bezwaar wordt de retributie geacht opeisbaar en definitief te zijn.

Artikel 14

De beslissing op het bezwaar wordt binnen drie maanden na ontvangst van het bezwaar aan de schuldenaar toegezonden en is niet vatbaar voor beroep.

Indien het bezwaar wordt afgewezen, wordt de betwiste retributie als opeisbaar, definitief en zeker beschouwd na de termijn van 3 dagen vanaf de datum van verzending van de beslissing.

Artikel 15

Gedurende de gehele procedure voor de behandeling van het bezwaar en totdat de beslissing aan de schuldenaar is toegezonden, is het niet toegestaan een dwangbevel uit te vaardigen en wordt elke gerechtelijke procedure tot invordering opgeschort.

BEROEP TEGEN DE PROCEDURE VAN GEDWONGEN INVORDERING DOOR MIDDEL VAN NIET-FISCAAL DWANGBEVEL

Artikel 16

De schuldenaar kan tegen het dwangbevel een rechtsmiddel instellen in de vorm en binnen de termijn die zijn vastgesteld in artikel 137bis van de nieuwe gemeente wet, d.w.z. binnen een maand na de betekening van het dwangbevel door middel van een verzoekschrift of een dagvaarding.

In geval van beroep nodigt de gemeenteontvanger de deurwaarder uit om de procedure op te schorten totdat een beslissing is genomen die van kracht wordt.

Artikel 17

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de retributie;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door kandidatuurstelling/toewijzing op de openbare markt;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 18

Dit onderhavige reglement vervangt vanaf 1 januari 2025 het reglement dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 16 december 2020.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 20 november 2024.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wvd Burgemeester-Voorzitter,



Frederic NIMAL